

RÉACTIVATION DE L'ARTICLE 65 DU CODE COMMUNAL

Saâdani sur les pas de Belkhadem

Le nouveau code électoral présenté récemment par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, au niveau de la commission juridique de l'Assemblée populaire nationale mènera le pays, inexorablement, droit vers une crise politique majeure s'il est maintenu tel quel. Cette même crise évitée d'ailleurs de justesse en 2012, après une intervention personnelle de Abdelaziz Bouteflika en personne qui neutralisa la manœuvre du FLN, en utilisant les gros moyens.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Tout avait commencé en avril 2011. Nous sommes en pleine tempête de ce qui est appelé «printemps arabe». Et c'est à cette même période que l'Assemblée populaire nationale se penchait sur le nouveau code communal, en prévision des élections de 2012.

Majoritaire, le FLN et son secrétaire général d'alors, Abdelaziz Belkhadem, font le forcing pour se tailler un texte sur mesure et rafler quasiment toutes les APC. Via des amendements faits en commission des affaires juridiques qu'il contrôlait, mais, surtout, un autre, oral et illégal, imposé en plénière par le même FLN, l'on aboutira à un code communal où est glissé un article-clé, le 65, qui était de nature à dénaturer complètement le paysage politique au niveau des APC, échelon de base essentiel, en outre, à l'organisation de toutes les élections, présidentielle surtout.

Pour mieux comprendre la manœuvre, voici ce que stipule ledit article : «Est déclaré président de l'Assemblée populaire communale le candidat tête de liste ayant obtenu la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, est déclaré président le plus jeune des candidats.» Les simulations sur le terrain donnent ceci, par exemple : dans une commune x, une dizaine de listes se présentent aux élections. Toutes obtiendraient plus ou moins le même nombre de voix. Il suffit qu'une seule liste ait pu avoir ne serait-ce qu'une seule voix de plus sur son plus proche poursuivant, pour qu'elle se voit prendre toute l'APC.

D'abord la présidence et ensuite tout l'exécutif. A l'arrivée, on aura une APC contrôlée par seulement 10% des électeurs qui s'imposent sur les 90%, qui ne serait là que pour les délibérations avec un risque fort des recours systématiques aux blocages ! Une aberration flagrante mais qui arrange bien les affaires du FLN.

Pour des considérations historiques et sociologiques, voire même économiques, la base de l'ex-parti unique, surtout sa composante dure, est composée de membres de la famille révolutionnaire, d'organisations de masse, d'ayants droit, du mouvement associatif pour qui l'acte de voter est quasiment érigé en devoir sacré. Bref, c'est la base qui vote toujours le plus et en toute circonstance.

En appliquant l'article 65, on est donc certain qu'en dehors peut-être de la Kabylie, le FLN gagnera toutes les autres APC du pays. Belkhadem et Ziari, qui présidait l'Assemblée à l'époque, n'ignoraient pas cette réalité électorale nationale. D'où le forcing. Or, dans la précipitation, Ziari ne se rendra pas compte de deux anomalies avant d'envoyer le texte à la Chambre haute du Parlement, le Sénat. D'abord, l'amendement oral qui donnait lieu à cet article, ensuite, la non-uniformisation d'autres articles du même code qui contredisaient totalement ledit article 65. Suite aux révélations publiées dans la presse, Ziari tentera de rattraper le coup et saisira son homologue du Sénat, Abdelkader Bensalah, en vue de procéder aux correctifs nécessaires. Ce que Bensalah refusa pour la simple raison que la Constitution ne permet pas au Conseil de la nation la prérogative d'amender un texte de loi.

Le vote au niveau du Sénat est global. Le texte est approuvé ou rejeté dans sa globalité. L'affaire s'aggrave lorsque Bensalah demandera aux sénateurs de s'opposer à ce code décrié. C'est là qu'intervient Abdelaziz Bouteflika. Craignant une crise politique majeure entre les deux Chambres, il convoquera les plus hauts responsables (Bensalah, Ouyahia, Ziari) et tranchera. «Votez le texte tel quel, et je réglerai personnellement le problème après», ordonna-t-il à Bensalah. Ce qui sera fait, bien sûr, même si, pour rappel, des sénateurs comme Tahar Zbiri, feu Abderrazak Bouhara et Fatma



Photo : Samir Sid

Saâdani veut un code électoral à sa convenance.

Zohra Bitat refuseront de cautionner ce texte. Toujours est-il que Bouteflika rectifiera le tir à travers l'introduction du fameux article 80 de la loi organique portant code électoral votée quelques mois plus tard et qui rendra, de fait, l'article 65 du code communal caduque, une loi organique étant supérieure à une simple loi. L'article 80, pour rappel, réhabilite le mode de l'élection du président de l'APC à la majorité simple, c'est-à-dire 50% plus une voix, au moins. Ce sera un vrai coup de masse pour le FLN et Abdelaziz Belkhadem. Dès lors, le SG du FLN mobilisera son puissant groupe parlementaire pour mener la guerre au gouvernement Ouyahia, puis à celui de Abdelmalek Sellal.

A peine arrivé aux commandes, le 3 septembre 2012, que ce dernier fera face à cette situation d'hostilité du FLN. En octobre, le gouvernement avait présenté une loi sur le gaz de schiste à l'APN. L'instruction de Belkhadem était sans appel : il faut faire tomber cette loi et pousser le gouvernement à revenir sur le fameux article 80.

Panique au sein du gouvernement. Sellal, excédé, interpellera énergiquement ses ministres FLN lors d'une réunion du gouvernement, bien évidemment sur instruction de Bouteflika : «Vous devez vous déterminer une bonne fois pour toutes. Vous êtes avec ou contre nous ?» Cela donnera immédiatement lieu à la mémorable lettre demandant le

départ de Belkhadem, signée par les huit ministres du parti (Amar Tou, Rachid Harraoubia, Mahmoud Khoudri, Tayeb Louh, etc). Et ce départ ne tardera pas effectivement ! Belkhadem finira ainsi par payer d'avoir voulu entraver une décision présidentielle formulée sous la forme d'un article de loi, l'article 80 du code électoral. A l'époque, il est vrai, l'AVC n'avait pas encore terrassé Bouteflika qui pouvait débusquer ce genre de détails dans tous les dossiers qu'on lui soumettait. Mais ce que Belkhadem n'avait pas réussi en 2012, ... Ammar Saâdani est en train de le réaliser en 216, sans trop s'impliquer. Du moins, pas publiquement, cette fois-ci. Car, selon une source sûre, c'est une rencontre «secrète» entre le SG du FLN et le ministre de l'Intérieur qui aura été derrière la suppression de l'article 80 du code électoral, remplacé par le contesté article 65 du code communal, comme l'annonçait d'ailleurs Noureddine Bedoui devant les membres de la commission juridique de l'APN. Une manœuvre politique qui, en tout cas, est de nature à faire désordre sur la scène politique, dans les tout prochains jours.

Comme pour le dernier remaniement du gouvernement, où il a pris part directement, selon une source sûre, Ammar Saâdani a pesé de tout son poids pour s'assurer un code électoral à sa convenance...

K. A.

RÉGIME ÉLECTORAL

Ce qui va changer

Parmi les nouvelles dispositions relatives au régime électoral prévues dans l'avant-projet, présenté lundi par Noureddine Bedoui devant la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, figure la mise à disposition des listes électorales au profit des candidats, des partis politiques en lice et de toutes les parties concernées par l'opération électorale, dont la Haute Instance indépendante de surveillance des élections.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - En vertu de la révision, le dossier administratif sera supprimé et les personnes désireuses de se porter candidates aux élections législatives et locales ne seront tenues de fournir que le formulaire de candidature accompa-



Photo : Samir Sid

Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur.

gné de la justification vis-à-vis du service national et seuls les candidats indépendants seront tenus de déposer leurs programmes électoraux.

Selon le ministre, afin de permettre aux citoyens de choisir librement leurs représentants dans les Assemblées populaires communales (APC), l'article 80 de la loi en vigueur a été supprimé et rem-

placé par l'article 65 du code communal qui dispose que «le candidat tête de liste qui obtient la majorité des voix est déclaré élu».

Au titre du texte de loi, le plafond des dépenses de campagne, toutes échéances confondues, a été revu à la hausse, le taux des résultats obtenus lors du dernier scrutin a été fixé à 4% et le nombre de signatures exigées sur

le territoire national a été réduit de 400 à 250 signatures. Le nouveau projet de loi stipule entre autres conditions pour l'élection du président de la République, que le candidat et son conjoint doivent posséder exclusivement la nationalité algérienne et résider en Algérie pendant plus de dix ans.

Les nouvelles dispositions constitutionnelles relatives à l'interdiction du nomadisme politique pour tout député durant son mandat électoral sont consacrées à travers l'introduction de nouveaux articles permettant de retirer l'immunité parlementaire au concerné et d'assurer son remplacement.

Concernant la loi organique relative à la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, le ministre de l'Intérieur a indiqué que l'avant-projet de cette loi tend à consacrer l'indépendance financière et dans la gestion.

La Haute Instance est dirigée, en vertu de cette loi, par un président choisi parmi les personnalités nationales après consultation des

partis politiques avant sa nomination par le président de la République. La Haute Instance est composée, outre le président, de 410 membres dont la moitié sont des magistrats et l'autre moitié étant sélectionnée parmi les personnalités indépendantes de la société civile.

La loi organique prévoit aussi une composante élargie de la Haute Instance qui permet à cet organe d'assurer la surveillance de l'opération électorale à travers l'ensemble du pays et à l'extérieur. Des représentants de toutes les wilayas et de la communauté nationale à l'étranger doivent être présents.

La Constitution confère à la Haute Instance de larges prérogatives de contrôle avant, pendant et après le scrutin prenant en charge la surveillance de l'opération de révision des listes électorales et assurant une répartition équitable des moyens pour la campagne électorale des candidats.

Y. D.